

Covid-19: des tests massifs envisagés dans trois métropoles de France

Ces expérimentations vont être organisées à Saint-Étienne, au Havre ainsi que dans une troisième ville qui devrait être dans le département du Nord, selon une source gouvernementale à l'AFP.

Par Le Figaro avec AFP

Publié hier à 20:05,

Mis à jour hier à 20:39



Des tests dans un gymnase en Allemagne (Photo d'illustration). JENS SCHLUETER / AFP

La France va recourir pour la première fois, peut-être avant Noël, à des dépistages massifs du Covid-19 dans la population, une «*pêche au gros*» déjà utilisée dans d'autres pays et réclamée par une partie des experts. Mais des questions restent posées, notamment pour empêcher que les cas positifs ne se perdent dans la nature. *«L'idée, c'est de dire: on va essayer sur une aire urbaine de tester massivement, pour mieux connaître cette maladie, quels sont les quartiers (...), les populations, (...) les lieux de vie*

les plus concernés», a expliqué mercredi le premier ministre Jean Castex, sur RMC-BFMTV, citant en exemple des opérations de ce type menées en Slovaquie et dans la ville anglaise de Liverpool.

Le chef du gouvernement a évoqué trois territoires d'«*expérimentation*» - le Nord, la Normandie et Auvergne-Rhône-Alpes - en privilégiant des zones où il y a «*pas mal de population*». «*On va essayer*» avant les fêtes, a-t-il ajouté, en prévenant que l'opération se ferait «*sur la base du volontariat*». Ces dépistages vont être organisés à Saint-Etienne, au Havre ainsi que dans une troisième ville qui devrait être dans le département du Nord, a appris l'AFP mercredi soir auprès d'une source gouvernementale.

«*Enfin, les autorités ont vu la lumière. Que de temps perdu*», a réagi l'épidémiologiste Catherine Hill, qui défend cette stratégie depuis des mois et fait partie des dix scientifiques qui ont récemment rédigé une note en ce sens. Dans ce document, transmis à l'Elysée, ils préconisent pas moins qu'un dépistage national, soit 60 millions de personnes en deux semaines, en commençant par une expérience pilote dans la métropole européenne de Lille. De son côté, le président LR de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez, avait promis mi-novembre une campagne massive pour ses 8 millions d'habitants la semaine avant Noël. «*Un effet d'annonce*» sans concertation, avait déploré le ministre de la Santé, Olivier Véran.

Photographie

L'idée est simple: au-delà d'une photographie plus réelle de la circulation du virus, tester rapidement et massivement sur un territoire donné permettrait de manquer beaucoup moins de cas positifs qu'à l'heure actuelle. «*Le virus ne circule pas qu'à travers les personnes malades mais à travers des gens qui ne se savent pas contagieux. Il faut donc les trouver. Cela ne peut se faire qu'en testant tout le monde*», explique Catherine Hill. «*Les tests massifs ont une valeur pédagogique et permettent de savoir exactement ce qu'il se passe à l'instant 0 et de préparer l'avenir*», ajoute Philippe Froguel, professeur au CHU de Lille et signataire de la note à l'Elysée. «*C'est de la pêche au gros, un screening complet*», résumait récemment une source au ministère de la Santé.

Mais pour d'autres scientifiques, ce n'est pas une panacée. «*L'idée est très séduisante mais elle a une limite : chez les personnes asymptomatiques, il y a une fenêtre de deux ou trois jours où on ne détecte pas le virus (...) On ne peut pas dépister tous les cas*

infectés», avait expliqué le 20 novembre dans un entretien au Monde le président du Conseil scientifique, qui guide les choix du gouvernement, l'immunologue Jean-François Delfraissy. «*Tester tout un pays est une énorme opération, une mobilisation considérable de moyens humains*» qu'il faudrait renouveler «*à peu près toutes les deux semaines*» pour être efficace, ajoutait-il, en préconisant une expérimentation sur «*une ou deux grandes villes françaises*». La piste vers laquelle semble s'orienter le gouvernement.

Quel isolement ?

L'annonce de Jean Castex laisse d'autres questions en suspens. D'abord, quelle méthode retenir ? En l'absence d'autorisation par la Haute autorité de santé (HAS) de tests par prélèvement salivaire pour les personnes asymptomatiques, resteraient les tests antigéniques rapides, par prélèvement nasopharyngé. «*Ce sera beaucoup plus compliqué, parce qu'il faut du personnel adapté et que le prélèvement est désagréable*», explique Catherine Hill, qui regrette fortement la position de la HAS.

Une fois qu'une telle opération aura eu lieu, son efficacité dépendra aussi de l'isolement effectif des cas positifs, le temps qu'ils ne soient plus contagieux. Sinon, «*ça ne sert à rien*», a convenu Jean Castex. Au même titre que des délais trop longs pour les résultats des tests, la stratégie d'isolement a été l'un des points faibles à la sortie du premier confinement.

Depuis, de nombreuses voix réclament des accompagnements plus personnalisés, avec des aides financières éventuelles et l'utilisation d'hôtels, pendant qu'un débat a surgi dans la classe politique sur de possibles sanctions. Le gouvernement veut qu'un débat ait d'abord lieu au Parlement sur le sujet, mais Jean Castex a expliqué sur BFM-TV que «*l'obligation et la sanction ne seront pas forcément utiles*» si «*un accompagnement renforcé et une pédagogie plus forte*» suffisent.